

Populisme de droite en Europe

> Depuis le début des années 1990, l'extrême droite marque des points sur l'échiquier politique européen. Face à des situations nationales très diverses, ses représentants sont parvenus à imposer partout le même discours stéréotypé

> Conduite dans huit pays, dont la Suisse, une étude de l'Union européenne tente de cerner les raisons qui poussent au vote populiste. Elle met en évidence le lien qui existe entre mondialisation et montée des droites extrêmes

Dossier préparé par Anton Vos et Vincent Monnet

C'est la bête immonde, qui monte, qui monte, qui monte... Depuis le début des années 90, le populisme et l'extrémisme de droite ont le vent en poupe sur le Vieux Continent. De l'Italie de Silvio Berlusconi à l'Autriche de Jörg Haider en passant par la Suisse de Christoph Blocher, des formations jusque-là marginales luttent, parfois avec succès, pour la conquête du pouvoir politique. Comment s'est opéré ce glissement impensable il y a peu encore? Qu'est-ce qui pousse les citoyens européens à se laisser séduire par les sirènes du populisme? Que peut-on faire pour inverser la tendance?

A ces questions, une vaste enquête financée par l'Union européenne et menée dans huit pays du Vieux

Continent (Autriche, France, Belgique, Allemagne, Hongrie, Italie, Danemark, Suisse) apporte aujourd'hui quelques éléments de réponse. *«Ce travail a été lancé par une équipe de chercheurs autrichiens inquiétés par la montée en puissance de Jörg Haider, explique Franz Schultheis, directeur du Département de sociologie de l'Université et responsable du volet suisse du projet. Notre but était de comprendre ce que pouvaient avoir de commun des pays aussi différents que la France, la Hongrie, le Danemark ou la Suisse, qui sont tous caractérisés par une récente progression du populisme de droite. Et même si chacun garde naturellement ses spécificités, nos résultats nous ont permis d'identifier un certain nombre de traits communs.»*

Selon les conclusions que les chercheurs ont tirées des quelque 300 entretiens réalisés entre le printemps et l'automne 2002, les récents succès de l'extrême droite sont à mettre en relation avec la mondialisation de l'économie que connaît la planète depuis la chute du Mur de Berlin. Et plus particulièrement avec les bouleversements qui sont intervenus dans l'univers du travail. *«Les règles du jeu économiques se sont profondément modifiées depuis deux décennies, laissant nombre d'individus sans repères et dans l'obligation de réévaluer leur position sociale, le plus souvent à la baisse, explique le sociologue. Notre hypothèse de départ est que les gens qui sont les plus exposés à cette radicalisation des rapports de travail se trouvent déstabilisés.»*



Noël Fontanet

nées depuis des décennies par les formations de la droite populiste. Car, depuis son émergence dans la dernière partie du XIXe siècle, le discours populiste n'a guère changé. D'un bout à l'autre du continent, le fonds de commerce des mouvements réunis sous cette étiquette reste invariablement centré sur la dénonciation de régimes démocratiques. En s'éloignant des prétendus vrais intérêts du peuple, ceux-ci auraient perdu à la fois leur légitimité et leur raison d'être. Ce qui semble suffire à justifier un profond mépris envers les élites (politiques, intellectuels, décideurs), systématiquement accusées d'être cupides, corrompues et totalement détachées de la réalité du « bon peuple ».

Menaces et parasites

Un rejet auquel échappent naturellement les leaders populistes. Défenseurs acharnés des valeurs sacrées que sont la famille, le travail et l'honnêteté, ils pensent incarner la volonté populaire et aiment à répéter que leur réussite personnelle – et leur fortune souvent considérable – repose sur leurs seuls mérites personnels. « Self-made-men », ils se présentent comme des héros modernes qui, en sortant vainqueurs de la lutte économique, auraient montré aux humbles la voie à suivre.

Autre constante: la méfiance envers les étrangers, les chômeurs de longue durée et les marginaux. Perçues comme des parasites qui gangrènent le corps social, ces catégories menacent non seulement la cohésion de la communauté nationale, mais absorbent également une large part des bénéfices de la collectivité. Sans compter la concurrence que certains d'entre eux – étrangers en tête – sont censés représenter sur le marché du travail et qui est souvent synonyme d'humiliation pour les « natifs ».

Fait nouveau, ce thème a pris une résonance particulière depuis les attentats du 11 septembre 2001. L'événement, en effet, n'a pas seule-

ment débouché sur la guerre en Afghanistan, il a aussi profondément modifié la conduite de la politique intérieure aux Etats-Unis comme en Europe. Des sujets comme l'immigration ou l'asile sont, depuis, fréquemment associés aux notions de criminalité, de terrorisme et de sécurité intérieure. Comme l'a montré la récente votation sur la naturalisation des étrangers, le racisme envers l'Islam s'en est trouvé puissamment fortifié sinon légitimé. C'est que, selon les populistes, à la menace communiste s'est désormais substitué le danger de voir la chrétienté submergée par le fanatisme musulman. « L'idée générale, résume Franz Schultheis, c'est que c'était mieux avant et que, pour rétablir la situation, il faut restaurer un ordre aujourd'hui perdu. Le problème qui se pose dès lors aux populistes, c'est de parvenir à vendre, à coups de slogans et d'idées toutes faites, un passé qui en réalité n'a pas toujours été rose. »

Rien de neuf sous le soleil en somme. Sauf que ce genre de thèses parvient aujourd'hui à convaincre un nombre croissant d'individus. De façon relative-



Noël Fontanet, 1938

Dans un monde où règne le chacun pour soi, ils sont tentés d'adopter les solutions simples que leur proposent les populistes: se barricader, éliminer les intrus et barrer la voie au changement voulu par une petite minorité de privilégiés.

Que ce soit dans la fonction publique ou dans le secteur privé, une nouvelle culture du travail s'est en effet substituée aux valeurs et aux façons de faire héritées des « Trente Glorieuses ». L'évolution technologique, l'internationalisation de l'économie, les privatisations, l'intensification de la concurrence, l'avènement de nouveaux modes de management et d'organisation de la production, pour ne citer que les facteurs les plus significatifs, ont conduit à une précarisation croissante du marché de l'emploi.

Le « bon peuple » trahi

« Jusqu'ici les travailleurs se résignaient à ces difficultés parce qu'ils pouvaient viser un niveau de vie plus élevé, une meilleure intégration sociale, explique Franz Schultheis. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. De récentes études ont même montré qu'un individu ayant 30 ans en l'an 2000 jouissait d'opportunités de revenu moins favorables que celles dont il aurait disposé en 1970. C'est le genre d'informations qui peut donner aux gens l'impression que tout fout le camp. Et contribuer à les rendre plus réceptifs aux thèses seri-

Les ténors et leur parti

Pays	Parti	Leader	Score électoral
Suisse	Union démocratique du centre (UDC)	 Christoph Blocher (conseiller fédéral)	26,7% (législatives octobre 2003)
Belgique	Vlaams Blok (VB)	 Frank Vanhecke (13,5% avec le FN)	11,6% (législatives mai 2003)
France	Front national (FN), Mouvement pour la France (MpF)	 Jean-Marie Le Pen (FN), Philippe de Villiers (MpF)	12,55% (législatives juin 2002) (17% aux présidentielles avril 2002)
Italie	Forza Italia (FI), Alliance nationale (AN) et Ligue du Nord (LN)	 Silvio Berlusconi (FI), Gianfranco Fini (AN), Umberto Bossi (LN)	49,6% (29,4% FI, 12% AN, 3,9% LN) (législatives mai 2001)
Allemagne	Républicains, Parti néonazi, Union du peuple allemand	 –	1% (législatives septembre 2002)
Autriche	Parti autrichien du peuple (FPÖ)	 Jörg Haider	10,16% (législatives novembre 2002)
Danemark	Parti danois du peuple (PPD)	 Pia Kjaersgård	12% (législatives novembre 2001)
Hongrie	MiÉP	 István Csurkas	4,37% (législatives avril 2002)

ment attendue, l'étude européenne confirme que l'électorat populiste se recrute d'abord auprès de ceux qui ont le sentiment d'avoir été grugés par le système ou qui se sentent menacés par lui.

Des personnes de condition généralement modeste qui redoutent de ne plus pouvoir maintenir leur niveau de vie actuel ou qui n'y parviennent plus sans pour autant avoir cessé de travailler (« working poor »). Se jugeant mal récompensés pour les efforts fournis durant une vie de labeur, craignant de voir leur condition s'aggraver encore ou de ne jamais pouvoir toucher leur retraite, ils cultivent un sentiment de frustration et d'injustice qui débouche souvent sur une profonde hostilité envers tous ceux

qui semblent bénéficier d'une existence moins laborieuse.

Un monde sans pitié

« L'équilibre entre les investissements consentis au travail et le retour que l'on peut en attendre s'est profondément modifié, explique Franz Schultheis. Le travail n'est plus une source de reconnaissance accessible pour un nombre croissant d'individus. C'est un monde qui s'est considérablement durci: il y a aujourd'hui moins de places de travail et les conditions dans lesquelles celui-ci se fait se sont également détériorées sur le plan qualitatif. C'est pourtant une notion qui reste fondamentale pour ce qui est de l'image qu'un individu peut se faire de lui-même, de sa propre estime et de son intégration à la société. La mondialisation étant loin d'avoir

accouché d'un monde meilleur, beaucoup de gens ont l'impression d'avoir été floués et d'être désormais les jouets de pouvoirs aussi anonymes qu'hostiles. »

De façon beaucoup moins attendue, les résultats de l'enquête montrent également que les femmes sont nombreuses à avoir rejoint le camp populiste ces dernières années. Souvent employées au bas de la hiérarchie, parfois ostensiblement discriminées, elles éprouvent souvent des difficultés à concilier la maternité avec un travail rémunéré et vivent mal le fait de ne pouvoir assurer leur indépendance économique. Elles sont en outre très préoccupées par l'avenir de leurs enfants, la dégradation du système scolaire et des processus de formation. 1 Soit autant de sources de préoccupa-

tion et d'incertitude qui peuvent les encourager à adhérer à la reprise en main autoritaire prônée par la droite conservatrice.

Les « perdants » du système ne sont pourtant pas les seuls à se rallier au populisme, lequel doit une partie de ses récentes conquêtes à de « jeunes loups » de l'économie. Des individus plutôt bien formés, souvent relativement aisés sur le plan matériel et qui apparaissent plutôt comme des « winners ». Ayant souvent consenti à d'importants sacrifices pour construire leur situation, ils se disent que si chacun avait fait de même, on n'en serait sans doute pas là aujourd'hui. Il n'est donc pas question pour eux de tendre la main aux demandeurs d'asile, aux chômeurs et autres personnes en marge de la société. Ce qu'ils revendiquent au contraire, c'est la possibilité de développer librement leurs activités. Ils rêvent d'un pouvoir fort, capable d'imposer les réformes nécessaires pour libérer l'économie de toute entrave.

La peur comme moteur

« La force des populistes, c'est de jouer sur plusieurs tableaux, commente Franz Schultheis. Avec d'un côté, une forte valorisation de l'éthique et de la réussite professionnelle et de l'autre, la promotion d'idées défensives, comme le nationalisme, la xénophobie ou le rejet des marginaux. Ce qui permet de cimenter l'ensemble, c'est la peur. Une crainte qui peut s'exprimer de façon très variable, mais dont la cause est à peu près partout la même: la mondialisation et la gestion qui en est faite par les élites. »

Dimension clé du problème, l'économie n'est cependant pas seule en cause. Comme le relèvent les auteurs de l'enquête, il existe de nombreux autres facteurs qui peuvent pousser un individu à ce type de choix. Parmi ceux-ci: l'évolution récente des médias. En offrant une vision « spontanée » du monde et en jonglant avec des notions qui ne dépassent pas le slogan, ces derniers ont en effet contribué à une « déconstruction » du discours politique. Ce qui s'est notamment traduit par un appauvrissement du débat et des changements notables dans notre manière de percevoir le monde. Les médias modernes contribuent par ailleurs à renforcer la stigmatisation des étrangers en fournissant constamment du grain à moudre à ceux qui souhaitent associer étranger et criminalité. Ils usent de stéréotypes discriminatoires et n'hési-

tent plus à préciser systématiquement la nationalité des coupables lors de faits divers criminels.

« Nous sommes parvenus au degré zéro de l'argumentation, constate le sociologue. Désormais, le consommateur moyen doit se faire une opinion en trente secondes, comme au Café du commerce. Cela contredit tout ce que l'on essaie de faire en sciences sociales: développer une vision différenciée des choses en faisant reposer ses hypothèses sur des perspectives multiples et en s'efforçant de dépasser les clichés. »

Les universitaires, pour autant, ne sont pas à l'abri de tous reproches. Selon Franz Schultheis, les spécialistes des sciences humaines n'ont pas accordé au

problème que constitue l'essor du populisme l'attention qu'il méritait: « Dans ce domaine, nous n'avons pas fait notre boulot. Depuis longtemps, nous ne sommes plus en mesure de fournir une image de ce qui se passe réellement dans la vie des ouvriers, des petits salariés ou des paysans. A mon sens, les chercheurs se doivent aujourd'hui d'être inquiets. Il n'est plus possible de rester à l'écart: il faut que les scientifiques se fassent violence, qu'ils prennent enfin leurs responsabilités. »

Que faire?

Refusant toute fatalité, les auteurs de l'étude ont pris le soin de dessiner également quelques pistes de réflexion desti-



Pierre-André Jacot, 2002

Pierre-André Jacot, 1992



nées à enrayer le phénomène. Selon eux, il faut par exemple éviter de stigmatiser l'électorat populiste. « Les gens qui votent pour Blocher, Berlusconi ou Haider sont souvent décrits par les élites comme des simples d'esprit, constate Franz Schultheis. Des individus un peu bêtes qui se seraient fait duper par des leaders charismatiques. Or, nos recherches montrent clairement que cette perception péjorative contribue en fait au succès de ces formations. Le même raisonnement peut s'appliquer à propos de l'Union européenne: s'obstiner à présenter l'élargissement comme un processus uniquement positif, ce qui contraste avec l'expérience de beaucoup de gens, risque d'aggraver encore leur méfiance à l'encontre de la chose politique. » Pour le groupe de scientifiques, il serait nettement plus judicieux d'admettre la réalité des problèmes posés par la mondialisation et de s'y attaquer de front en donnant aux populations des moyens appropriés pour exprimer leurs revendications ou leurs critiques. A cet égard, l'émergence d'un Etat social européen puissant serait un signe fort. Le moyen de redonner une certaine sécurité et une certaine assurance aux populations européennes. Des mesures comme la « taxe Tobin » pourraient également contribuer à mettre des barrières et des freins à cette logique d'un capital globalisé qui bouge d'une seconde à l'autre, d'un pays à l'autre, sans que personne puisse prétendre contrôler ces mouvements.

Il n'y a cependant pas de solution miracle. Concernant l'immigration, par

exemple, les chercheurs ne peuvent que constater la complexité du problème. Interdire aux étrangers de travailler reviendrait en effet à donner des arguments à ceux qui les accusent de profiter du système. Les laisser travailler, au contraire, légitimerait l'opinion selon laquelle ils constituent une forme de concurrence déloyale sur le marché de l'emploi. « Plutôt que de les opposer systématiquement, on pourrait mettre en évidence les points communs qui existent entre main-d'œuvre nationale et main-d'œuvre immigrée, relève le professeur Schultheis. Valoriser le fait qu'en Suisse notamment, ces gens sont pour la plupart des ressortissants de la communauté européenne, qu'ils paient leurs impôts comme n'importe quel citoyen helvétique. »

A la croisée des chemins

Côté économique, l'enquête dénonce également l'inutilité de mesures visant à développer le nombre d'emplois sans tenir compte de leur qualité ni du taux de rémunération proposé, procédé qui

revient en réalité à créer de nouveaux « working poor » et à alimenter indéfiniment l'électorat populiste. Pour les chercheurs, mieux vaudrait prendre le temps d'évaluer les conséquences de la mondialisation afin d'adapter les objectifs en fonction d'impératifs qualitatifs et non plus seulement en termes de profit.

« Si notre hypothèse, selon laquelle il existe un lien entre la croissance du populisme et les changements liés à la mondialisation, se vérifie, il faut s'attendre à une crise durable, avertit Franz Schultheis. Ce que traduit l'évolution actuelle, c'est un phénomène de longue durée, qui voit la conception de l'Etat providence s'effriter lentement. Nous sommes à la croisée des chemins: quelque part entre les conceptions désormais dépassées de l'Etat nation et un mode de vie qui reste à inventer. Et dans l'intervalle, les thèses des Berlusconi, Haider, Blocher et autres ont encore de beaux jours devant elles. » ■

www.aramis-research.ch/e/15360.html



Vous avez dit «populiste»?

A son apparition, au début du XXe siècle, le mot populisme qualifie une « école littéraire qui cherche, dans les romans, à dépeindre avec réalisme la vie des gens du peuple », selon la définition du dictionnaire. Il est cependant aujourd'hui presque exclusivement utilisé par les acteurs politiques, les journalistes et les intellectuels de manière polémique, un « populiste » étant soit un « fasciste », soit un démagogue. En réalité, définir le populisme est une gageure. Selon l'article rédigé dans l'*Encyclopædia universalis* par Pierre-André Taguieff, directeur de recherche au CNRS, le populisme ne s'incarne ni dans un type défini de régime politique ni dans des contenus idéologiques déterminés. Il s'agit davantage d'un style politique qui met en forme divers matériaux symboliques et qui peut s'adapter à différentes idéologies. Selon le chercheur, le contenu minimal de tout populisme est un rejet des médiations, jugées inutiles, limitatives ou nuisibles. Et la condition d'émergence d'une mobilisation populiste est une crise de la légitimité politique affectant l'ensemble du système de représentation. Pour l'*Encyclopædia britannica*, le populisme « combine

des éléments de la gauche et de la droite, opposé au monde des affaires et des intérêts financiers, mais aussi hostile aux partis socialistes et travaillistes bien établis ». Le plus clair est encore l'*Encyclopédie du Canada*, pour qui « cette idéologie très adaptable se présente sous de nombreuses formes, adoptant des éléments d'idéologies politiques de base comme le socialisme, le libéralisme et le néo-conservatisme tout en s'opposant à la puissance des élites dans la vie publique et en préconisant l'exercice d'un plus grand pouvoir politique par le peuple. »

www.universalis-edu.com
www.britannica.com

UDC, la formule gagnante

Campus: Le succès électoral de l'UDC est-il dû à son discours populiste?

► **Pascal Sciarini:** L'UDC est clairement populiste dans son appel au peuple contre les élites, lorsqu'elle remet en cause la légitimité des autorités représentatives. Mais ce n'est pas son seul fonds de commerce. Le discours de ce parti est une combinaison



de libéralisme économique et de conservatisme en ce qui concerne les traditions et le «modèle suisse». C'est ce dernier point qui explique pourquoi l'UDC a tant progressé – le parti a doublé sa force électorale en dix ans. Son succès est en effet dû à sa position extrêmement claire sur des valeurs politiques comme la démocratie directe, le fédéralisme, la neutralité, bref, le sonderfall helvétique. Le parti ultra-conservateur défend l'image mythique de la Suisse, ce petit pays qui se bat contre les puissances oppressantes, ainsi que cette construction politico-institutionnelle unique dont il ne faut pas cacher qu'elle a eu un certain succès puisqu'elle est parvenue à marier différentes cultures, langues et religions à l'intérieur des mêmes frontières.

Ce mélange est-il encore efficace?

► J'en doute fort, mais l'UDC fait comme si c'était le cas, comme si les recettes du passé allaient assurer la prospérité de la Suisse à l'avenir. La conjugaison de ce conservatisme avec un discours sélectivement libéral est très efficace, du point de vue électoral. Le politologue allemand Herbert Kitschelt a démontré que ce mélange a été, durant les années 90, la «formule gagnante» dans de nombreux pays européens.

Vous parlez d'un discours sélectivement libéral à propos de l'UDC. Pourquoi?

► Du point de vue économique, l'UDC ne se distingue pas vraiment des radicaux

et des démocrates-chrétiens. Mais ses dirigeants sont assez malins pour ne pas s'attaquer de front à la partie de leur électorat susceptible de souffrir le plus du néolibéralisme. Je pense aux paysans, mais aussi aux personnes âgées, qui se reconnaissent souvent dans des argumentations sécuritaires et conservatrices, mais qui n'accepteraient pas que l'on s'attaque à l'AVS, par exemple. Il faut préciser que la progression électorale de l'UDC doit aussi beaucoup au ralliement d'ouvriers appartenant aux classes les plus menacées économiquement, ceux qui votent traditionnellement à l'extrême gauche. Des études récentes, en Italie notamment, ont montré que les travailleurs de cette catégorie qui ont reçu le moins d'instruction partagent de nombreuses valeurs avec la droite conservatrice. S'ils sont de gauche, c'est par intérêt économique, mais, sur le plan culturel et politique, leurs idées ne se distinguent pas significativement de celles des conservateurs. Il n'est donc pas si étonnant qu'ils soient sensibles aux sirènes de l'UDC. C'est tout de même paradoxal puisqu'en réalité, ce parti soutient une ligne libérale qui contribue à la mise en péril de cette même catégorie de citoyens.

Le conseiller fédéral Christoph Blocher incarne à lui seul cette contradiction...

► En effet. Il a bâti sa fortune sur les marchés internationaux et sur l'ouverture économique de la Suisse. Ces contradictions sont flagrantes, mais c'est juste-

Avec un doublement de son score électoral en dix ans, l'Union démocratique du centre (UDC) bat tous les records de progression sur la scène politique suisse. L'analyse de Pascal Sciarini, professeur suppléant au Département de sciences politiques

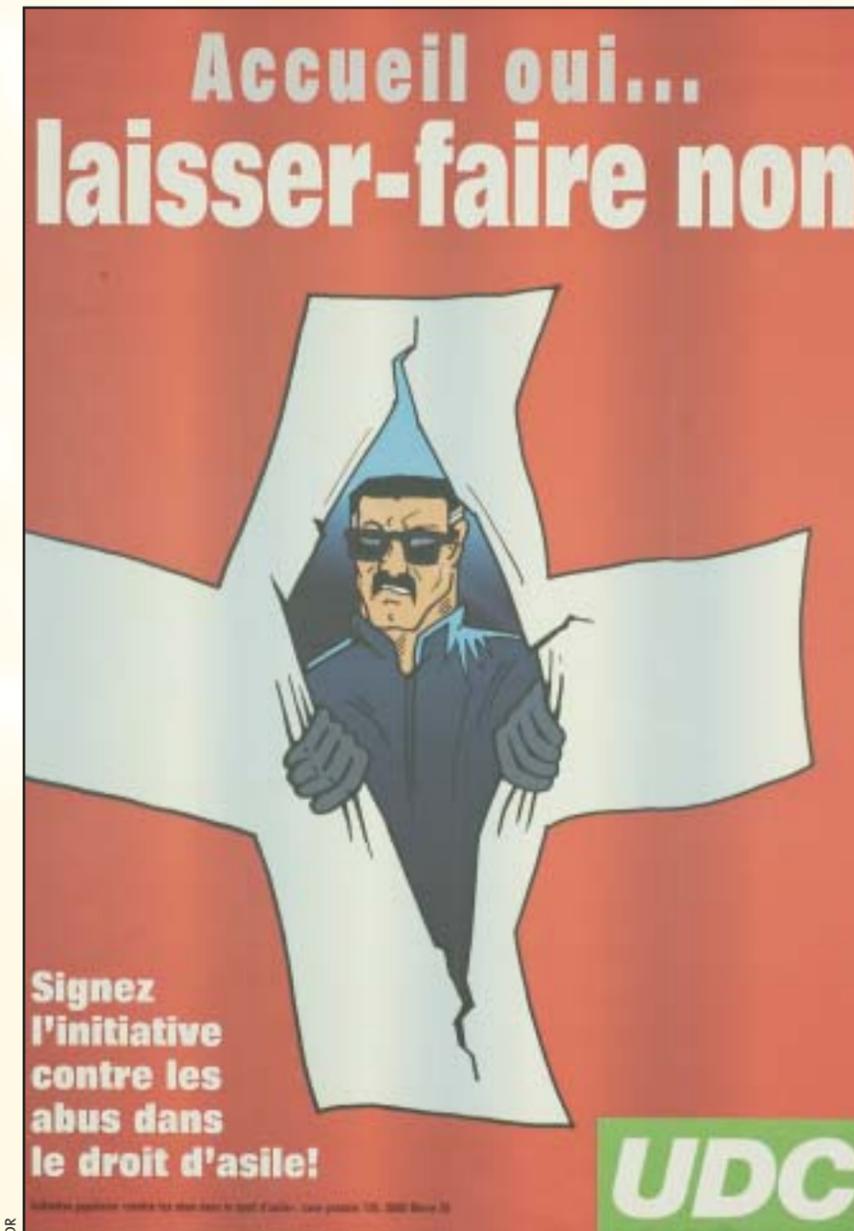
ment la force de l'UDC que d'occuper la place qui est la sienne sur l'axe culturel, indépendamment de ses idées sur l'économie. Elle profite ainsi de ce que j'appelle le clivage ouverture/tradition qui est apparu en Suisse dans les années 80 et qui est maintenant bien installé.

L'UDC se distingue non seulement sur le fond, mais aussi sur la forme...

► Il est vrai que ce parti n'a pas peur des excès. Il a même inventé un nouveau style politique: la campagne électorale permanente. Au lieu d'attendre les six derniers mois précédant une votation pour entrer en campagne, il occupe continuellement l'espace, crée sans cesse l'événement, lance des initiatives et des référendums et tient des conférences de presse sur les sujets les plus farfelus, comme l'été dernier, lorsque l'UDC a demandé que le Conseil fédéral démissionne *in corpore*.

Est-ce que les médias sont dupes?

► Oui. En 1999, nous avons étudié la presse écrite durant les six mois précédant les élections fédérales. Notre travail a porté sur les articles et les annonces publicitaires des quotidiens et périodiques de trois cantons, Lucerne Zurich et Genève. Nous avons d'abord observé que l'UDC a été, et de loin, le parti qui a dépensé le plus d'argent dans les annonces publicitaires. C'est aussi celui qui a occupé la plus grande place dans la partie rédactionnelle des médias. Le cas qui m'a le plus frappé est



celui du *Temps*. Alors qu'en 1999, le parti était encore pratiquement absent en Suisse romande et que la section genevoise du parti venait à peine de se créer, j'ai pu montrer que l'espace rédactionnel du journal consacré à l'UDC a été sans proportions avec la présence effective du parti dans la campagne.

D'où vient l'argent de l'UDC?

► Elle a parmi ses membres des gens très riches, le premier étant Christoph Blocher lui-même. Elle bénéficie aussi de dons de la part de gens de condition modeste qui sont prêts à mettre 50 francs pour aider à passer une annonce contre les étrangers.

En Autriche, Jörg Haider a vécu un succès éclair, mais aussi une chute rapide. Une telle chose peut-elle arriver en Suisse?

► Non. Notre système politique et institutionnel ne permet pas des progressions ou des chutes si brutales. En raison du fédéralisme, les formations politiques doivent avoir du succès ou subir des échecs dans tous les cantons du pays en même temps. Et la démocratie directe fournit d'autres moyens à l'UDC pour assurer la longévité: elle peut avoir deux élus au Conseil fédéral tout en continuant à se profiler comme un parti d'opposition. Christoph Blocher lui-même, en tant que conseiller fédé-

ral, se comporte d'ailleurs comme s'il n'était pas vraiment au gouvernement.

Le comportement de Christoph Blocher met-il à mal les traditions institutionnelles, comme la collégialité?

► Ce ne sont pas des traditions qu'il met à mal, mais des règles. La collégialité est inscrite dans la Constitution et dans la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration. Il n'est pas le premier à jouer avec cette règle, mais il est le premier à le faire aussi souvent. Nous assistons à une période de fin de règne et de transition vers un nouvel équilibre. La formule magique que nous avons connue durant plus de quarante ans n'est plus et je ne suis pas sûr que la composition actuelle du Conseil fédéral permette de retrouver une forme de stabilité et de sérénité.

Que proposez-vous?

► A mon avis, il y a un parti de trop au gouvernement, qui est contraint à un grand écart permanent. Il suffirait que trois d'entre eux s'accordent pour tenter l'expérience sans le quatrième. Certains diront que la démocratie directe impose que le Conseil fédéral représente une large proportion des forces politiques. Mais aucune règle ne précise que cette concordance doit être de 80%. Cela pourrait être 60%. Cela suppose bien sûr que les trois partis aient une vraie volonté de gouverner ensemble. Ce que je propose peut se faire demain, sans changement des règles institutionnelles. Dans un tel cas, le quatrième parti risque de faire de l'opposition systématique. Mais rien ne prouve que le peuple le suive toujours. ■

«Changements de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse», par Simon Hug et Pascal Sciarini, Ed. L'Harmattan, 2002, 320 pages
«Schweizer Wahlen 1999 - Elections fédérales 1999», par Pascal Sciarini et al. Haupt, 2003, 492 pages

Les incidents et les violences xénophobes sont en hausse depuis quelques années en Suisse. Un module d'un Programme national de recherche est consacré à ces mouvements nationalistes et aux éventuels moyens d'agir contre ces tendances

L'extrême droite suisse sous la loupe du savant



Pierre-André Jacot, 1974

Le 1er août 2000, prairie du Rütli. Le président de la Confédération Kaspar Villiger déclame son discours traditionnel. Dans la foule, une centaine de crânes rasés chahutent l'assistance avec force drapeaux nazis, saluts hitlériens et slogans fascistes. La police ne bronche pas, l'orateur ne bouge pas d'une oreille, mais l'émotion dans le pays sera grande. Discrets jusqu'alors, les groupuscules d'extrême droite sont sortis du bois et la Nation s'inquiète. L'administration fédérale prend le pro-

blème au sérieux et, après une année d'évaluation, se rend compte, entre autres, que les connaissances scientifiques (sociologiques essentiellement) sur ces mouvements sont particulièrement lacunaires. C'est ainsi qu'est né en 2002, en complément du Programme national de recherche (PNR) «Violence au quotidien et crime organisé», le module «Extrémisme de droite, causes et contre-mesures».

Le module PNR40+, ainsi qu'il a été baptisé, en plus de se pencher sur les conditions favorisant l'apparition d'attitudes extrémistes, sur leur propagation, leur manifestation et leurs conséquences, portera une attention particulière aux

éventuels moyens d'agir contre ces tendances. Objectif avoué des responsables du programme, dirigés par Marcel Alexander Niggli, professeur de droit pénal à l'Université de Fribourg: les résultats de leurs recherches devront constituer «les fondements de stratégies d'avenir dans la gestion de l'extrémisme de

droite aux niveaux communal, cantonal et fédéral». Les recherches devraient se terminer fin 2007.

Le PNR40+ n'est, bien entendu, qu'un volet de la réaction des autorités fédérales à cette «montée» des mouvements. De nombreux progrès ont eu lieu dans le domaine législatif. Un avant-projet de loi fédérale sur des mesures contre le racisme, le hooliganisme et la propa-

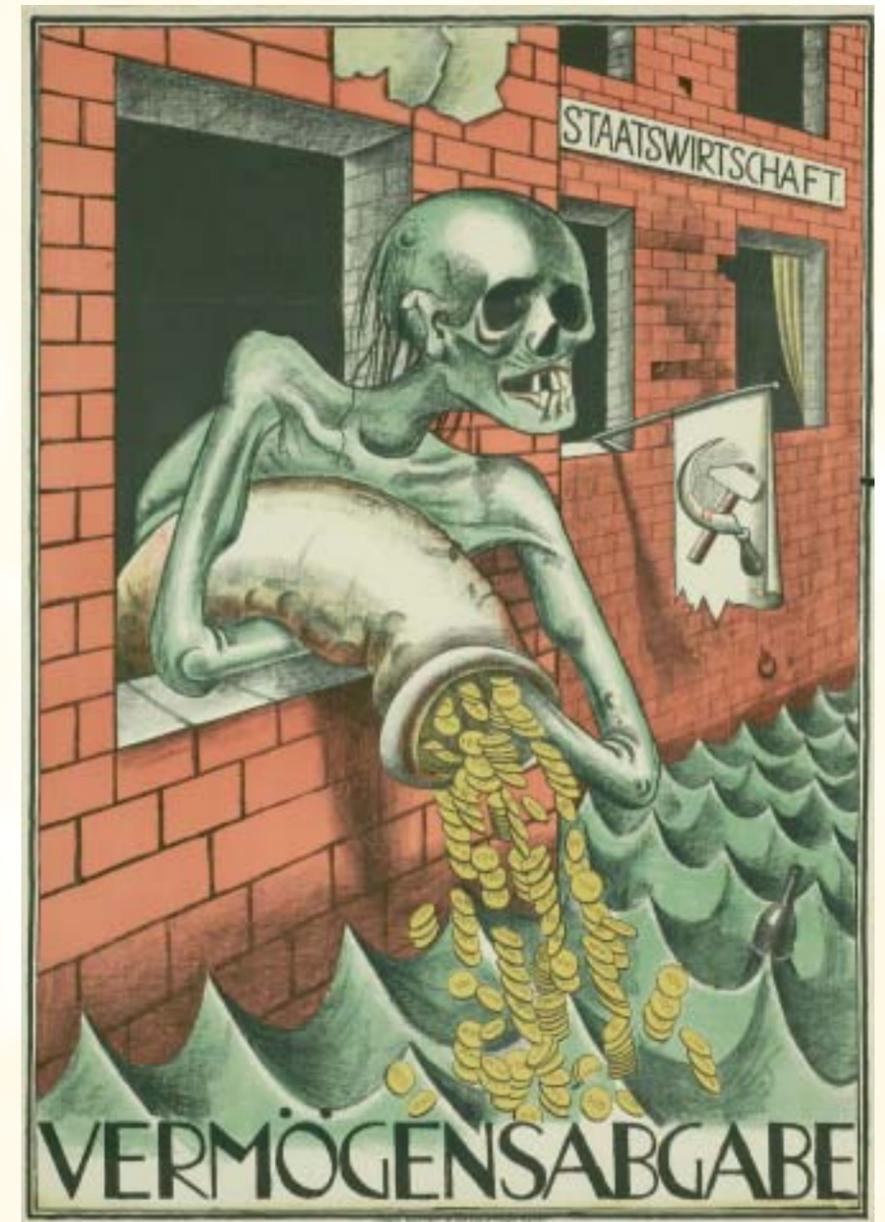
Deux branches se distinguent: l'«Ancienne droite» et les skinheads, un mouvement né en Grande-Bretagne dans les années 1960

gande incitant à la violence est actuellement en consultation. Le 9 octobre 2003 a également été signé le protocole additionnel de la Convention européenne sur la cybercriminalité qui vise les infractions à caractère raciste par le truchement de sites Internet. Et puis, mieux vaut tard que jamais, la Suisse a

adopté récemment l'article 14 de la Convention internationale de l'ONU du 21 décembre 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Xénophobie et nationalisme

L'extrême droite est apparue en Suisse sous sa forme actuelle dans les années 90. Elle est formée d'un ensemble de petits groupes, sans réelles structures ni cohésion entre eux. Leurs traits communs sont la xénophobie, le nationalisme ainsi qu'un racisme et un antisémitisme agressifs. Deux branches principales se distinguent néanmoins: l'«Ancienne droite», composée d'anciens fascistes, de négationnistes et de racistes dont les racines remontent à la première moitié du XXe siècle, et les skinheads, un mouvement né en Grande-Bretagne dans les années 60. Ce sont surtout ces derniers qui font parler d'eux depuis quinze ans, par leurs attaques contre les infrastructures d'asile et les requérants ou l'organisation de concerts attirant des centaines de sympathisants venus du reste de l'Europe. On compte aujourd'hui en Suisse un millier d'extrémistes de droite, auxquels il faudrait ajouter environ 700 à 800 sympathisants. Leur âge



Niklaus Stoecklin, 1922

moyen se situe entre 16 et 22 ans. Selon le rapport 2003 de la police fédérale sur la sécurité intérieure, l'année dernière a été marquée par une baisse sensible de l'âge des membres des milieux d'extrême droite. Ces adolescents et jeunes adultes, après avoir consommé de l'alcool, ne «reculent plus devant les dommages à la propriété, les lésions corporelles et les actes de discrimination raciale». Plusieurs incidents ont émaillé l'année 2003, dont des bagarres impliquant tour à tour des punks, des étrangers et des groupements d'extrême gauche. Le 4 octobre, un centre d'hébergement

pour requérants d'asile en Argovie a été incendié. Les quatre suspects arrêtés sont tous Suisses et âgés de 16 ou 17 ans. Trois concerts ont également été rapportés à la police, dont un à Rueyres-les-Prés (Fribourg) qui a attiré 500 personnes, la plupart venues d'autres pays européens. La police fédérale ne s'attend pas à une baisse du nombre annuel d'incidents attribués à l'extrême droite. ■

<http://internet.bap.admin.ch/jf/aktuell/index.htm>

La paresse intellectuelle peut conduire l'esprit à accepter des contresens ou des objets de pensée flous ou vagues.
Analyse par le linguiste Louis de Saussure

La rationalité du moindre effort



«*Que le discours populiste de ces dernières décennies, fait de bric et de broc, puisse avoir une véritable efficacité à l'âge d'Internet et de la société de l'information, est un fait assez étrange.*» Louis de Saussure, chargé de cours au Département de linguistique à Genève et professeur assistant à l'Institut de linguistique à l'Université de Neuchâtel, s'interroge ainsi dans un article qu'il signe dans le quotidien *Le Monde* du 7 février 2004. Le chercheur réagit au discours de Christoph Blocher, conseiller fédéral depuis fin 2003, qui «*combine paradoxalement l'ultralibéralisme économique (dont on sait qu'il accroît le fossé entre nantis et exclus) et le populisme à bon marché, censé rendre la vie des petites gens plus facile par une ligne dure contre un Etat prétendument dilapidateur, trop généreux en aides sociales et en prise en charge de l'immigration, et trop exigeant en impôts.*» En d'autres termes, à la surprise du linguiste, il n'est pas nécessaire de recourir à un arsenal rhétorique complexe pour amener un auditoire à croire à des discours faux ou invérifiables. Et cela alors même que les populations du monde sont de plus en plus éduquées et donc moins réceptives à des «*arguments qui parlent plus aux nerfs qu'à l'esprit.*» «*Bien entendu, nous sommes enclins à croire ce qui comble nos désirs, ce qui parle à nos pulsions, ce qui assouvit notre besoin de symboles, de conformité au groupe de construction identitaire, et cela aux dépens de cet autre besoin, celui de la vérité,*» suggère alors Louis de

Saussure, qui ajoute à ce raisonnement un facteur cognitif. L'esprit, qui n'a pas la logique d'un ordinateur, semble choisir la voie du moindre effort. «*Si l'esprit exploite une rationalité du moindre effort, cela permet aux individus d'adopter, dans une mesure variable de vraisemblance, des croyances moins garanties, mais moins coûteuses intellectuellement que s'il fallait tout vérifier. L'une des illustrations les plus frappantes de ce mécanisme cognitif se trouve dans l'usage impropre, croisé avec un mécanisme de traitement "furtif" de l'information: en clair, en cas d'incohérence apparente, l'esprit occulte certaines informations pour reconstruire un sens approprié au contexte.*»

Ainsi, si la loi du moindre effort peut conduire à accepter des contresens ou des objets de pensée flous et vagues, s'en prémunir demande un esprit critique à l'égard du discours et des intérêts de celui qui l'énonce. Mais cela demande plus d'efforts, et la conscience que le jeu en vaut la chandelle. «*Lutter contre le discours des solutions à deux sous pour des problèmes complexes relève d'une gageure éducative à long terme,* estime Louis de Saussure. *Car pour cela il faut faire intervenir la nécessité de développer de nouveaux points de repère dans un monde de l'information tellement surchargé que, pour une part importante des jeunes, plus les discours sont élaborés, plus ils sont potentiellement trompeurs ou sans intérêt suffisant.*» ■

www.unige.ch/lettres/latl/louis/index.html

Uli Windisch: «Il faut briser la spirale du silence»

Pour le sociologue genevois, la communication entre le peuple et les élites se détériore depuis des décennies. Le profond patriotisme des premiers ne rencontre en effet aucun écho auprès des hommes politiques. Sauf chez ceux de l'UDC

«Chers concitoyens, concitoyennes de toutes classes, nous n'allons pas nous insulter. Quand nous sommes constipés, nous prenons une purge, cela fait un peu mal, mais ensuite on est beaucoup mieux. Votez l'initiative et vous aurez sauvé la Suisse.» L'initiative soutenue par cette lettre de lecteur, parue en 1974 dans la Tribune de Genève, émane du mouvement xénophobe Action nationale. Elle préconise l'expulsion de près d'un demi-million de travailleurs immigrés. Cette missive ainsi que quelques centaines d'autres reçues par la Tribune, la Suisse et la Télévision suisse romande durant la campagne précédant la votation du 20 octobre 1974, a constitué le matériel de base d'une étude* sur la xénophobie en Suisse, réalisée en 1978 par Uli Windisch, professeur au Département de sociologie. Trente ans après, le ton a changé – il est peu probable qu'une telle lettre soit publiée aujourd'hui –, mais une partie importante de la population adhère aux mêmes thèses. C'est en tout cas ce que suggèrent les résultats des dernières votations qui ont vu plus de 50% de la population refuser la naturalisation facilitée aux étrangers de deuxième et de troisième génération. Aujourd'hui, comme dans les années 70, la majorité des Suisses seraient-ils xénophobes?

«Dire cela, ou prétendre que le vote de septembre était raciste comme on l'a entendu maintes fois, ne correspond pas à la réalité, estime Uli Windisch. En fait, les gens qui ont voté "non" ne font pas tous partie de

l'UDC, tant s'en faut. Si c'était le cas près d'un tiers des Genevois appartiendrait à ce parti. Et les traiter de racistes a comme seul résultat de les humilier et de les braquer. Il est au contraire urgent de comprendre les raisons des gens du peuple, de les écouter. Je souhaite que l'élite médiatique et politique du pays devienne un peu plus anthropologue.»

Un des résultats les plus importants de l'étude de 1978, et qui pourrait s'appliquer à la situation actuelle, est que tous ceux qui ont soutenu l'initiative de l'Action nationale, pourtant extrême dans son énoncé, ne sont pas xénophobes. «Le trait commun des gens qui ont voté pour l'expulsion des travailleurs immigrés à l'époque n'était pas la haine de l'étranger, mais un fort patriotisme, un profond attachement à la nation, explique Uli Windisch. A l'intérieur de ce groupe, certains sont clairement racistes. Mais nous avons tout de même pu établir une distinction entre les nationalistes xénophobes, les nationalistes populistes et les nationalistes technocrates.»

Si les premiers méritent bien leur nom, certaines lettres sont édifiantes, les deux autres ont davantage tendance à considérer les étrangers comme des concurrents sur le plan économique. Des adversaires par-

fois déshumanisés, ramenés à de pures forces de travail. Et, au pire, à des éléments venus perturber un ordre helvétique supposé parfait. «Cet amour de la norme morale ou comportementale, typiquement suisse, reste un critère primordial pour comprendre ce type de phénomènes», précise Uli Windisch.

En fait, la thèse que le sociologue genevois défend depuis des années est celle du ras-le-bol croissant d'une partie importante de la population face aux attaques répétées contre l'identité et le patriotisme suisses. Les exemples ne manquent pas: Samuel Schmidt empêché de faire flotter des drapeaux suisses lors d'Expo.02; la faillite de la compa-

«Je souhaite que l'élite médiatique et politique du pays devienne un peu plus anthropologue»

gnie nationale Swissair; des slogans comme «700 ans, ça suffit» entendus lors du 700e anniversaire de la Confédération ou encore le choix de «La Suisse n'existe pas» comme thème du pavillon national à l'exposition univer-

selle à Séville. En gros, dire du bien de la Suisse, c'est être réactionnaire.

«Pour des gens qui aiment la Suisse, sans pour autant être xénophobes, c'est difficile à avaler, poursuit Uli Windisch. J'ai vu des gens pleurer quand la Suisse a été attaquée pour les fonds juifs. Salir quelqu'un dans son attachement profond, cela débouche souvent sur l'effet opposé: un durcissement de sa position. Je vois ainsi dans les résultats des élec-

tions fédérales du 19 octobre 2003, lorsque l'UDC est devenue le premier parti sur le plan national, le résultat d'un long processus de dénigrement de notre pays, la réaction de toute une frange de la population qui s'est sentie insultée.»

Les abus et les crimes commis par les étrangers, qui sont certes le fait d'une minorité, mais qui n'en sont pas moins réels, complèteraient le cocktail explo-

sif. «Dans un pays où, il n'y a pas si longtemps, on avait honte de demander l'aide sociale, voir un étranger au chômage peut devenir insupportable, explique Uli Windisch. Et quand à Genève, les statistiques de la police montrent qu'en six mois, sur 600 dealers arrêtés, 560 sont des étrangers, dont 450 requérants d'asile, les dommages dans la population sont considérables. Ce n'est pas en leur trouvant des excuses, que l'on renversera la tendance.»

Si l'UDC a un tel succès, c'est donc qu'elle soulève des problèmes réels, même si elle les dramatise et les exagère: l'immigration, l'asile ou encore la criminalité des étrangers. Autant de thèmes que les autres partis devraient empoigner avec courage, quitte à être impopulaires. Un choix qu'ils ne semblent pas oser ou être en mesure de faire.

Pour s'en sortir, il faudrait briser ce que le

sociologue appelle la spirale du silence, l'incommunication entre les élites et le peuple qui croît de votation en votation. Avant chaque initiative, les politiques et les médias exposent leurs idées, débattent «entre eux» durant des semaines ou des mois. Pourtant, l'opinion dominante qui en résulte est finalement souvent contredite par le verdict des urnes. «Cela ne sert à rien de fustiger le peuple ensuite, s'emporte le sociologue. Les gens ne sont pas idiots. Dans notre société ultra-informée, tout le monde peut se faire une idée d'un problème. J'ai travaillé dix ans sur le raisonnement et l'argumentation populaires. J'ai eu l'occasion de remarquer leurs richesses.»

Responsabilisation de la population

Un autre changement préconisé par Uli Windisch est la responsabilisation de la population. «Derrière le terme de populisme se cache peut-être une image de la société, diamétralement opposée à celle des élites, dit-il. Ainsi, chez les gens simples, qui ont des difficultés à vivre décemment, la responsabilité individuelle est quelque chose de fondamental. Pourtant, que voit-on? Dans notre société, on n'est responsable de rien. S'il vous arrive un pépin économique, on vous expliquera que c'est la faute de l'Etat et l'on vous sert l'aide sociale. Si un jeune casse un magasin, on prétendra que ce n'est pas vraiment de sa faute, mais aussi celle de ses parents qui ont divorcé. Il faut que les gens soient de nouveau comptables de ce qu'ils font. Attention, je ne pense pas que la matraque soit la seule solution. Mais il faudrait pouvoir discuter de ces thèmes ouvertement. D'ailleurs, je mets ma main au feu que les votations sur la naturalisation de septembre auraient pu passer la rampe s'il y avait eu une campagne adéquate.» ■

* «Xénophobie? logique de la pensée populaire», par Uli Windisch, Ed. l'Age d'Homme, 1978, 182 pages

Pierre-André Jacot, 1984

